

Le tracé d'un parcours critique : l'inscription de l'institution

Joseph Melançon

Volume 11, numéro 2 (32), hiver 1986

Michel van Schendel

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/200556ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/200556ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0318-9201 (imprimé)

1705-933X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Melançon, J. (1986). Le tracé d'un parcours critique : l'inscription de l'institution. *Voix et Images*, 11(2), 241–256. <https://doi.org/10.7202/200556ar>

Le tracé d'un parcours critique : l'inscription de l'institution

par Joseph Melançon, Université Laval

Michel van Schendel aura consacré beaucoup d'énergie à «démentir», durant ces vingt-cinq dernières années: démentir les systèmes fermés, les théories myopes, les mystifications aliénantes, les idéalismes aveugles, les formalisations réifiantes et les mirages des discours hégémoniques. *Par nécessité*, écrira-t-il, dès 1959, dans le premier numéro de **Liberté**, *il faut passer plus de temps au démenti qu'à la construction*¹. La revue elle-même ne tardera pas à l'apprendre. Pourtant, il n'a guère cessé de mettre en place des concepts et des instruments d'analyse qui, tout au long des dix-neuf articles dont je voudrais rendre compte, de 1959 à 1984, constituent un dispositif fort cohérent pour une appréciation critique des attitudes et des conduites, aussi bien politiques que littéraires et culturelles. Ses diverses polémiques n'ont jamais été d'humeur, mais de consistance avec des principes jugés incontournables: le matérialisme, l'histoire, le politique. D'ailleurs, la dialectique est constitutive de ses analyses matérialistes et, pour le dire prosaïquement, *la négation contient une affirmation qui en procède* (ibidem).

Ce qui se construit, depuis **Liberté**, c'est une procédure de description et d'analyse du champ des pratiques sociales, y compris les pratiques littéraires, dont la théorie de l'institution deviendra la dynamique: concept-clef mais non central; concept-accès à une systématique socio-sémiotique des approches analytiques du discours avec ses oublis, de l'ordre du présupposé et du préconstruit, pour adopter une formulation mimétique qui dit pour redire autrement et resaisir une pensée qui ne peut s'extérioriser sans exprimer la contradiction qui la travaille et la nourrit. Voyez plutôt:

*L'institution n'institue jamais que le privilège. C'est dire, forcément, qu'elle le **garantit**, ainsi le redouble d'une compensation, qui est son risque et son poids. Un poids mesurable à la **valeur politiquement négociable** de l'institution; car celle-ci tire d'une légitimité de la domination que ses détenteurs exercent sur la forme même du rapport social des forces qui, opposées, décrivent sa négociabilité. Mais un risque: car la durée du privilège est fonction de son occultation, c'est dire d'une dénégation (d'une affirmation inversée — ou occultée dans l'égalitarisme apparent de la «liberté de pensée») de lui-même par le discours institutionnel, d'une dénégation qui indique, à déplacement, la possibilité de sa **négation** par les forces amenées à organiser leur opposition aux détenteurs sociaux du privilège.*²

Le travail de la lucidité s'inscrit dans le mouvement même de l'écriture et dire les déterminations dans les pratiques sociales, c'est tout aussi bien dire les contraintes du langage pour les déjouer, les unes et les autres. Chez Michel van Schendel, le discours poétique est indissociable du discours critique tout comme les pratiques, du politique. Son originalité et sa constante sont peut-être là, dans ce lieu, ce creux, où s'abolissent les frontières idéalistes entre la pensée et sa formulation, le conceptuel et le réel, le percept et l'affect. Il faut vite corriger, toutefois, pour ne pas laisser entendre que cette abolition est une confusion, mais plutôt un aménagement, une négociation continue, une économie de rapports. Quand le critique littéraire s'exprime sur le langage poétique, on constate que ces rapports sont déterminants. Dans «langage, poésie et engagement», en 1959, il écrit :

La diversification du langage donne, entre autres choses, poids, sens et liberté à l'image poétique, à l'analogie moderne dont les surréalistes ont eu le mérite d'expliquer et de vérifier la dialectique. Mais — prenons-y garde — elle n'est pas seule à créer l'analogie. Lui donnent poids tout autant le champ infini des émotions humaines, l'expérience, l'activité pratique et physique... Donne poids à l'analogie le langage, bien sûr, en tant qu'il n'est pas seulement résultat de sensations et d'organes complexes, mais qu'il est créateur de sensations nouvelles, qu'il est lui-même une infinité de sensations. Donne poids, donne bonheur et intensité à l'analogie tout le domaine, tout le changé et le changeable, tout le passé, tout le possible de la praxis humaine. Et c'est par rapport à cette vie totale que l'engagement poétique doit se créer et mesurer ses responsabilités.³

J'ai omis une parenthèse didactique que je me permets de citer séparément pour la mettre en relief.

(Méditer ce point : l'activité pratique, dans la mesure où elle transforme le réel et les relations de l'homme avec le réel, est susceptible de vérifier certains contenus intellectuels ou émotionnels que l'homme projetait sur cette réalité. Mais l'homme lui-même est membre présent, prenant et participant à la vie du réel. L'homme et son langage. Sa parole et ses œuvres. Ainsi la vérification pratique de certains contenus prêtés au mouvement matériel entraîne-t-elle à plus ou moins long terme une modification du langage.)

Cette position n'est pas nouvelle et il faut tenir compte du contexte — la critique d'un ouvrage de Fernande St-Martin : **la Littérature et le non-verbal** — pour expliquer sa «didacticité». Mais elle est claire et franche. Elle pourrait éclairer des critiques à courte vue qui n'ont pas réussi à comprendre son entreprise poétique. La clarté, en poésie ou en critique, n'est «éclairante» que si elle met au jour les limites et les frontières que nos habitudes associent aux zones d'ombre. Parlant de la poésie de Roland Giguère, en 1966, il écrira :

Tout y est dit, pour ce qui nous hante et bien plus. Cela y est dit, clairement, mais non à la façon dont on nomme un chat. Je veux dire que cela vient, non des mots par quoi nous nommons les choses qui nous ensorcellent et font mal, mais des confluences plus fragiles où le langage prend distance de lui-même et devient une maîtresse de ces choses, au-delà de ces choses, là où rien n'est sûr que tenant à la légèreté d'un fil.⁴

Tant pis si cette légèreté est parfois «insoutenable»!

L'engagement politique et littéraire de Michel van Schendel découle de sa participation passionnée aux enjeux de notre société québécoise dont il reste l'un des observateurs les plus lucides et les plus critiques.

Ce ne sera pas le lieu, ici, de parler de ses relations vécues avec le socialisme et le communisme, non moins qu'avec le syndicalisme québécois dont il est encore une figure de référence. Mais elles constituent l'arrière-plan de son discours critique. Ses réflexions se sont toujours enracinées sur ses pratiques. Il est poète avant d'être critique. Il est socialiste avant d'être théoricien. Toutefois, je me limiterai à retracer les deux parcours analytiques qui marquent son rôle de théoricien de nos pratiques sociales: le parcours politique et le parcours littéraire qui se rejoignent dans l'analyse institutionnelle.

Le parcours politique

Ses contributions à des revues comme **Socialisme québécois**, **Contradictions**, **Parti pris** ou **Brèches** ont été des moments importants dans la constitution d'une certaine habitude socialiste d'analyse politique, au Québec, qui déborde l'événement, l'anecdote ou le nationalisme opportuniste. À cet égard, l'analyse de la «crise d'octobre» pour le numéro de **Socialisme québécois** sur *La réaction tranquille*, en 1971, est tout à fait significative. À la lumière des événements politiques actuels, on pourrait la croire prophétique ou visionnaire, termes qu'il récuserait, alors qu'elle n'est que le résultat d'une observation correcte, dans le cadre d'une problématique socialiste: *Le P.Q. s'est partiellement approprié*, écrivait-il, — *pour les contourner et les dissoudre dans la routine des congrès et des décisions suprêmes de son exécutif — des figures de démocratie populaire d'abord esquissées dans les formations syndicales et para-syndicales de la classe ouvrière*⁵. Mais examinons-la de plus près, comme entrée de jeu.

Dans un premier temps, la «crise» est ramenée à ses véritables proportions, à sa fonction déictique de signalement d'un enjeu dont les données restent masquées. La «crise» est conjoncturelle, mais ses causes sont structurelles. C'est un postulat de l'analyse matérialiste qui n'est jamais à négliger, même s'il semble aller de soi. *C'est en conjoncture, et rapportée à la conjoncture, que doit être faite une analyse de la transformation d'une formation sociale — définissable précisément par ses traits conjoncturels, c'est-à-dire par un ensemble localisé et différencié de rapports entre une forme de la*

*structure du mode de production et les pratiques sociales qui la surdéterminent*⁶. Or, l'un des traits conjoncturels spécifiques de cette crise est précisément l'**absence apparente** de la classe ouvrière québécoise. Mais, montre-t-il, *elle est présente par son absence même*, c'est-à-dire qu'elle ne participe pas à la crise comme «classe hégémonique» mais qu'elle *participe cependant à la conjoncture comme classe-appui*. Sa participation, toutefois, n'entraîne pas la réciprocité, comme il le spécifie dans une note, inspirée par Poulantzas : *son soutien des partis bourgeois n'est fondé sur aucune contrepartie importante*⁷. La particularité de la conjoncture signale la singularité de la structure.

Cette structure des rapports de force, au Québec, est décrite, par la suite, en ses contradictions propres, doublement «antagoniques». D'un côté, le P. Q. est porteur de solutions avantageuses pour le grand capital mais *il ne peut les promouvoir qu'en donnant une voix politique à un courant de résistance [la classe ouvrière] contre les empiètements du grand capital* (p. 161). De l'autre côté, la classe ouvrière accorde son soutien à un parti, le P. Q., dont l'idéologie nationaliste *sert de relais au capitalisme semi-étatique comme dominante politique d'une pratique qui trouve sa cohérence dans le déploiement local des formes économiques dominantes* (p. 162). La décentration n'exclut pas la domination. Il arrive même qu'elle favorise le passage d'une forme d'impérialisme à une autre, sous couvert de nationalisme. Le P. Q. est, dans cette éventualité, un parti conjoncturel. *Il a pour fonction de masquer le caractère contradictoire du passage, en le présentant sous la forme de solutions techniques (et technocratiques) à caractère politico-juridique, qui porte le nom d'indépendance et qui consistent, en ordre principal, à édifier un appareil et un pouvoir d'État bourgeois appropriées aux nouvelles formes de la domination impérialiste* (p. 160). S'il en est bien ainsi — et les politiques du ministre des Finances Parizeau, fondées sur les cotes de crédit décrétées par les banques de New York, semblent bien l'avoir confirmé — le P. Q. est lui-même traversé par ces contradictions.

Il est amené à tout subordonner à une politique de «planification du bien commun» national, conçue comme aménagement de la «coexistence harmonieuse» avec l'entreprise privée, c'est-à-dire de la soumission aux firmes géantes du centre dominant. Cela entraîne à court terme — le programme le dit très clairement — la pratique des négociations sectorielles «dans le contexte» d'une telle planification. Et cela veut dire, encore plus clairement, la nécessité de «protéger le bien commun contre le trop grand nombre et l'ampleur excessive des conflits de travail» (Programme du Parti québécois, édition 69, p. 41). Par conséquent, recours croissant à la violence répressive contre les travailleurs, que l'accroissement de pouvoir des grandes firmes force à identifier leurs propres luttes économiques. Mais l'utilisation d'appareils répressifs qui «fonctionnent à la violence» peut poser des problèmes d'efficacité, se heurter à une combativité accrue de la classe ouvrière, bien que leur justification soit précisément l'efficacité. Ils doivent donc être combinés avec d'autres appareils, ceux-là fonctionnant «à l'idéologique». Par le relais d'un système général

d'information sur les besoins des entreprises et de l'État, le programme prévoit un moyen d'«associer» les travailleurs à un régime politique qui garantit l'exercice des nouvelles conditions d'accumulation du capital.

(p. 162)

Comme classe-appui, la classe ouvrière québécoise gomme son existence politique et dissout sa capacité d'hégémonie et de lutte dans la diversité de ses appuis: son rôle de soutien est incompatible avec une position politique déterminée.

Le propre d'une classe-appui est de disséminer ses appuis. Une classe définie comme classe-appui a pour fonction idéologique de ne pas se reconnaître politiquement comme classe. Cela signifie qu'elle dissimule son existence politique, qu'elle n'a pas de position autonome, qu'elle diversifie ses soutiens, qu'elle se masque sous l'appui qu'elle donne, non pas à une, mais à plusieurs organisations politiques.

(p. 165)

Mais l'analyse critique doit voir ce rôle transitif et examiner les conditions de réalisation et d'existence d'une classe ouvrière souveraine. Les développements subséquents qui constituent l'essentiel de ce long article de plus de cinquante pages, décrivent les formes de passage à une *pratique politique autonome de classe* (p. 166). L'étude est évidemment trop resserrée pour se prêter à un résumé, mais j'y renvoie tous ceux et celles que ne peuvent satisfaire les solutions péquistes. On y trouvera une analyse fort circonstanciée des trois illusions qui occultent la question québécoise: *L'économie québécoise serait «plus ou moins développée»; elle serait simplement dépendante; les transferts de plus-value du Québec vers le Canada et les États-Unis seraient la source du mal, et le remède consisterait dans l'arrêt de l'hémorragie par l'indépendance politique ou par l'étatisation du crédit* (p. 188). C'est le terrain qu'il faut d'abord déblayer pour rencontrer la spécificité de notre formation sociale, sans réduire les solidarités d'intérêts aux appartenances, ni les structures de classes à leurs fonctions. Michel van Schendel ne propose pas de programme ni ne prétend montrer la voie à suivre, mais il établit les conditions théoriques d'analyse des pratiques économiques et politiques de la société québécoise de 1971. «Impérialisme et classe ouvrière au Québec» reste un article d'actualité pour une analyse socialiste de notre structure capitaliste et l'austérité des propos est parfois rompue par des passages polémiques d'une écriture libérée:

Ce miracle maigre-bourgeois d'une société à part, indéfiniment pressenti par le discours de l'insularité ou de la «réserve», qui prescrit une coupure, une démarcation, un certain tracé tenant lieu de définition, mais par lui indéfiniment éludé sous l'extase diffuse du «sentiment national», ce miracle de la nation-sujet absolu qui transforme sa blessure en différence et la dissout dans sa non-identité, trouve trop de grâce, avec trop de constance, auprès des anciens curés de l'agriculturisme, des sociologues de la société post-industrielle, des poètes du non-lieu, des nouveaux

«animateurs culturels» du grand départ dans l'utopie, pour qu'on n'y voie pas les éléments épars et discontinus, mais finalement répétitifs d'un système idéologique par quoi se marque l'intérêt de la bourgeoisie dominante et de la bourgeoisie dominée à ne pas faire avancer d'un seul mot la question.

(p. 188)

Ces réflexions se fondent sur une longue observation de la société québécoise en ses mouvements généraux, comme ceux du FRAP ou de la CSN, et en ses ruades d'exaspération, comme celles du Crédit social. Dans un numéro du **Parti pris**, en 1964, Michel van Schendel tentera de décrire «la maladie infantile du Québec», par allusion sans doute au discours de Lénine: la **Maladie infantile du communisme: le gauchisme**. Ses propos ne sont pas tendres, mais ils ne sont pas non plus mesquins. Ils trahissent une certaine impatience devant la stagnation au cœur même de la «révolution tranquille». Le divorce entre la pensée et l'action, la faiblesse des analyses qui évacuent ou vassalisent l'histoire et le moralisme dominant dessaisissent la conscience québécoise de sa réalité sociale et politique:

La conscience nationale est, au Québec, une conscience dessaisie. Cela comporte de graves conséquences. Car il n'est pas d'action politique de grande envergure sans une relation étroite entre la pensée et l'action, entre les intellectuels et les masses. C'est leur rapport qui seul fonde tout à la fois une doctrine révolutionnaire et une arme de progrès. Quand ce rapport ne se manifeste pas, quand la communication est rompue en même temps dans chacune des trois zones élémentaires de l'action politique — au niveau social, entre intellectuels et manuels — au niveau historique, entre la tâche à entreprendre et le travail des générations [...] — au niveau des populations enfin entre les diverses régions de la province — quand le bras gauche ignore ce que fait le bras droit, alors il se produit ce qui s'est passé au Québec. Sur son tréteau, la conscience immobile joue à la Pythie. Le public du partenaire ne la comprend pas. La pièce est manquée.

(p. 27)

En s'autonomisant, la conscience nationale se fait idéaliste si elle rencontre la philosophie et moraliste si elle croise le conservatisme.

Le moralisme, c'est l'idéalisme des sous-développés. Il a le même sens profond: un effort essentiellement conservateur pour maquiller, adoucir ou même nier l'événement, en lui proposant une dimension mythologique, en refusant de l'expliquer, en l'isolant dans le corset du fait brut qui le rend inintelligible [...] Il peut aussi bien servir à découvrir dans la «race» canadienne-française une transcendance quelconque que, à l'autre extrême, à refuser tout nationalisme au nom d'une idée passablement ennuyeuse de la Justice et de la Démocratie.

(p. 26)

La conscience nationale moralisante a asservi notre histoire. L'interprétation qu'elle en a longtemps donnée manifeste son infantilisme.

Elle réduisit l'histoire du Québec à celle de ses propres modes de penser et de sentir, elle crut être la «conscience» du Canada français — ce qu'elle était, en effet, d'une certaine façon. Elle prit l'habitude d'admettre ou d'exclure les conflits historiques du Québec en fonction de sa propre aptitude, non pas à les comprendre, mais à se comprendre elle-même à travers eux. (p. 26)

Michel van Schendel corrigera plus tard son analogie avec les pays sous-développés, surtout au plan économique. Par honnêteté intellectuelle, il écrira dans **Socialisme québécois**: *La formation sociale québécoise n'est pas «sous-développée». On le sait mieux maintenant [en 1971] qu'à l'époque de Parti pris [...] En ce qui concerne le Québec, le «sous-développement» est une métaphore qui n'a pu régir un certain discours nationaliste (celui naguère de Parti pris) que par suite d'une confusion entre la stagnation absolue des modes de production non capitalistes dans les formations «périphériques» et la stagnation relative de la «production marchande généralisée» dans certaines formations du centre (p. 188-189).* Toutefois, la description de la conscience nationale d'alors, 1964, demeure pertinente et c'est sans doute la carence d'une analyse matérialiste de la formation sociale québécoise qui est en cause. Ce à quoi il a voulu s'employer dans les articles subséquents, dont celui que nous avons d'abord présenté: «Impérialisme et classe ouvrière au Québec (esquisse d'analyse)».

Un autre article, publié dans la revue belge **Contradictions**, en 1973, présente «le cas québécois» dans le cadre d'une réflexion sur «Dépendance et autonomies politiques de la classe ouvrière»⁸. Les «questions de théorie» sont posées avec une extrême rigueur. Si la classe ouvrière est une *classe politique* dont l'existence n'est pas nécessairement fonction d'une organisation reconnue pour politique, il faut alors définir, à la fois, ce qu'est une classe politique, ce qu'implique la reconnaissance du caractère politique de l'organisation et, enfin, le moment et la forme de son articulation à un parti révolutionnaire. Ces questions sont traitées en profondeur, dans une perspective historique qui réinvestit les catégories de Karl Marx avec une intelligence remarquable. Cela éclaire admirablement le cas du Québec où précisément un parti de classe fait défaut. *L'absence d'un parti de classe, son absence totale, conduit la classe ouvrière à développer en priorité les luttes urbaines qui peuvent, à des conditions encore peu claires, devenir une importante base d'appui pour un mouvement politique ouvrier. Nous sommes loin du compte, cependant* (p. 92). Cette constatation introduit l'analyse de la société québécoise. Économiquement, le Québec est un pays où la concentration du capital dans les banques, les compagnies d'assurance et les grands holdings nord-américains est poussée; où le capital bancaire surveille et même dirige tous les projets de l'investissement productif moyen, c'est-à-dire tous les projets autres que ceux des grands consortiums qui sont le plus souvent réalisés par investissement direct et autofinancement. Un pays où l'ensemble des sections de production, y compris l'agriculture, est étroitement intégré à l'économie capitaliste. Un pays où subsiste aussi un important secteur relativement autonome de productions disparates, petite et moyenne, entre les mains de la

bourgeoisie industrielle autochtone, mais évidemment sous contrôle bancaire (p. 92). Socialement, le Québec se caractérise par l'existence d'une classe ouvrière très nombreuse. Plus des huit dixièmes de la population sont salariés [...] on ne se trompera guère en évaluant la classe ouvrière aux deux tiers de la main-d'œuvre salariée. Cette classe ouvrière est culturellement divisée [...]. La division linguistique et culturelle entre ouvriers anglophones et ouvriers francophones tend fortement à reproduire les clivages entre «aristocratie ouvrière» de travailleurs hautement qualifiés et travailleurs de base (p. 93). Les ouvriers francophones sont plutôt dans cette dernière catégorie. La différence linguistique et culturelle peut être neutralisée à l'usine, mais elle resurgit à la consommation où le marché national rencontre la question nationale. Les retombées sont politiques. L'absence d'un parti ouvrier laisse place à un nationalisme suspect :

Certes, par ses aspects de négation des classes, de transfert de la lutte des classes sur la lutte nationale d'un peuple opprimé, le «souverainisme» (autonomisme développé) du P. Q. sert de digue. Il endigue et neutralise, ou il tente au moins de contrôler, la tendance dans la classe ouvrière à confirmer, par ses mouvements économiques spontanés, l'existence de rapports de forces qui n'ont rien de commun avec l'oppression nationale [...] Ainsi les militants syndicaux peuvent-ils être amenés à voir l'explication principale des conflits économiques de classe dans le développement d'oppressions nationales imposées de l'extérieur. (p. 98)

La classe ouvrière québécoise est une classe faible et dépendante mais qui intervient politiquement en tant que classe dans la question nationale. Elle exacerbe les contradictions au sein des syndicats, du P. Q. et du nationalisme. La lutte-sans-classe pour la souveraineté ou l'indépendance est piégée, malgré tout.

En analysant «le cas québécois» dans le contexte d'une étude des conditions d'existence de la classe ouvrière, Michel van Schendel reprenait un projet précédemment exposé dans *Socialisme 69*: «Pour une théorie du socialisme québécois»⁹. Il était sans illusion sur les chances réelles de voir se développer un parti socialiste québécois: *Depuis des années, les impatiences militantes somment la conjoncture québécoise de produire un parti ou un mouvement socialiste fort, durable, sachant au moins organiser à l'intérieur du régime l'opposition réelle qui lui fait défaut. Depuis des années, cela revient à postuler la quadrature du cercle* (p. 7). Enfermé dans un empirisme sans perspective, le mouvement socialiste québécois ne s'était donné pour objectif **réalisable** que de rassembler sous sa bannière les forces de contestation (*Ibidem*). Incapables d'analyser la conjoncture et plaçant ses espoirs naïfs dans la situation comme si elle pouvait spontanément engendrer un parti, le mouvement socialiste était voué à l'échec. Son impuissance est peut-être à trouver dans un *anti-intellectualisme si confus qu'il ne se donne pas pour tel, mais si tenace qu'il trouve aliment même auprès des intellectuels, une méfiance devenue viscérale à l'endroit de toute réflexion théorique sur*

les buts et les méthodes de l'action socialiste (p. 9). Les échecs successifs de l'aile autonomiste québécoise du N.P.D., du Parti socialiste québécois, du Mouvement de libération populaire *qui lui-même se dissout dans l'ex-gauche de l'ex R.I.N., devenu le soulier à clous du Parti québécois souverainiste* (*Ibidem*) ne sont le résultat que d'une incapacité à fonder une hypothèse de construction politique, à analyser sur cette base le rapport des forces et ses différentes manifestations (*Ibidem*). Il y manquait, en réalité, une analyse des structures réelles de la société québécoise (p. 10) et cette analyse n'est possible que si certaines conditions sont remplies. Michel van Schendel en signale trois: *d'abord que le besoin s'en fasse sentir, que les militants socialistes en comprennent l'importance politique; ensuite, que cette analyse s'appuie sur des faits pertinents, c'est-à-dire des faits structurels; enfin, qu'une hypothèse théorique permette de découvrir entre ces faits un système de relations qui organise le sens* (*Ibidem*). Cette dernière condition lui apparaît d'autant plus importante que la réalité québécoise comporte un fait ambigu qui est le nationalisme. Comment parvenir à formuler une hypothèse théorique pertinente si on ne parvient pas à *séparer clairement la question nationale de son interprétation nationaliste, à distinguer prise de conscience des réalités nationales opprimées et mystique nationaliste, à considérer l'indépendance comme l'une des solutions nécessaires mais à désamorcer la mystification nationaliste qui en fait la solution de premier et dernier recours* (p. 13). Il reconnaît que *le cadre dans lequel une hypothèse socialiste doit pouvoir être énoncée et vérifiée est la nation*. Mais il faut y introduire une nouvelle notion, celle de *colonie de l'intérieur*, signalée par André Gorz. De nouveaux problèmes surgissent qui remontent des fondements de l'analyste marxiste: *celui de la définition de la classe ouvrière en économie néo-capitaliste, celui de sa position déprimée en économie régionale satellisée, ou encore celui du socialisme en économie dominante, celui du socialisme et de la libération nationale en économie dominée* (p. 25).

Ces interrogations fondamentales, Michel van Schendel n'a cessé de les reformuler en tenant compte des conjonctures successives qui ont ponctué le cheminement politique du Québec depuis les premières manifestations du F.L.Q. jusqu'à la prise du pouvoir par le parti québécois. Les chances pour le mouvement socialiste y ont été belles, mais elles ont été ratées. Les causes sont probablement nombreuses, mais la principale, selon Michel van Schendel, demeure l'absence d'une analyse pertinente de la conjoncture par les membres du mouvement. Pourtant, il leur en a fourni les éléments théoriques les plus adéquats. Il faut croire qu'il a parlé dans un désert. Je ne serais pas surpris qu'il pense, en son for intérieur, que ses compatriotes entretiennent, malgré eux, une tradition anti-intellectualiste qui les conduit à dissocier l'action de la théorisation. Cette attitude ne serait pas étrangère à la carence de perspectives historiques dans leur conceptualisation des phénomènes sociologiques. Sur ce parcours politique, Michel van Schendel aura été, jusqu'à 1976, la conscience théorique et historique des socialistes québécois. Ces derniers semblent s'être alors réfugiés dans les politiques ambiguës du P.Q., jusqu'à l'échec du référendum. Le mouvement socialiste est à reprendre. Les analyses de Michel van Schendel lui seraient utiles. Elles posent les conditions

d'existence d'une analyse socialiste avant de décrire les termes de son exercice. Ce serait encore faire appel à l'histoire, mais cette fois toute récente. Sera-t-il toujours *distrain* de sa mémoire?

Le parcours littéraire

C'est avec la même distance critique que Michel van Schendel analyse le phénomène littéraire. Il n'aborde pas la poésie québécoise sans s'interroger sur la poésie elle-même. Il écrira dans un collectif **la Poésie et nous**: *La poésie est une tentative constante de transformer le monde: elle devient ainsi une mystique, et dans la mesure où elle l'est, elle est aussi un constant échec [...]. Car la poésie ne peut pas agir sur autre chose que sur le langage [...]. Voilà pourquoi la conscience poétique est généralement malheureuse, voilà pourquoi l'œuvre de ceux qui ne sont pas avant tout des artisans de la poésie est une manifestation de crise, et voilà pourquoi enfin cette crise se résout dans le silence*¹⁰. Le postulat théorique est posé. Il rend compte de l'orientation que les poètes modernes ont donné à leur art: *Depuis une centaine d'années, nous savons que [la poésie] est une dictature du langage. Mais qu'en est-il au Canada? On ne peut pas dire que la situation soit identiquement celle-là. Que la poésie soit ici une manifestation de crise: oui. Qu'elle se résolve le plus souvent dans le silence: oui. Mais qu'elle vise à transformer le monde: non, ou pas encore! Le jeune poète canadien vise à transformer l'individu* (p. 12). L'analyse rejoint la pratique sans se faire pragmatique. Et la pratique est atteinte dans la conjoncture, celle de 1948, après le passage des Automatistes, en particulier de Claude Gauvreau et de Paul-Marie Lapointe, et avec l'arrivée de Roland Giguère («les armes blanches») et de Jean-Guy Pilon («L'homme et le jour»). La poésie québécoise en était encore à s'inventer une forme, mais une poésie sociale pointait. *Jugeons d'abord sur pièces*, dit-il. *En fait de «poésie sociale», demandons-nous ce qui existe actuellement. Pas grand'chose de public, en tout cas. Quelques recueils ou fragments, sans qu'il soit question de déterminer ici quelle préoccupation précise d'ordre social ils traduisent. À ce point de vue très général, on a Totems de Gilles Hénault; on a quelques poèmes de Miron publiés dans les journaux [...]. On a Du centre de l'eau de Jean-Paul Filion, et ses chansons. On a la dernière partie du Ciel fermé de Claude Fournier (de beaucoup la moins bonne)* (p. 27). Les signes sont encore faibles et il semble bien que la poésie aura peu à faire dans l'évolution politique du Canada: *Un seul point paraît certain: ce n'est pas la poésie qui décidera de l'avenir canadien. On peut même se demander s'il est justifié ou naturel qu'elle participe à cette décision* (p. 28). Mais il montrera dans un autre article pour le premier **Cahier** du cercle juif de langue française qu'elle est une *conscience historique* et que la rupture formelle du langage, son *dessaisissement de la réalité*, sa distanciation sont des instruments de ressaisie.

La distanciation, c'est également un recul, dit-il, lors d'un colloque sur «Les écrivains et l'enseignement de la littérature», en 1968. *Recul du concept par rapport à l'émotion esthétique. Recul de l'histoire par rapport au présent de l'œuvre. Recul des littératures par rapport à l'invention ou au chemine-*

ment d'une littérature nationale¹². La position critique de Michel van Schendel est un lieu de médiation, sur les limites de la proximité et de la distance, de la pratique et de la théorie, de la conjoncture et de la structure. Le poète ne perd pas de vue le littéraire, pas plus que celui-ci n'oublie le social. Tout comme, à l'inverse, l'analyse politique mobilisait l'écriture, ainsi que j'ai voulu le signaler. Paradoxalement, toutefois, la distance est à maintenir à l'intérieur de l'œuvre, car elle est *une exigence de la proximité* avant d'être le fondement de l'exigence critique (p. 65). La lecture qu'a faite Michel van Schendel de l'*Avalée des avalés*, l'année précédente, en 1967¹³, était déjà guidée par cette double exigence, de distance et de proximité, *sous le double signe de la confusion et de la dérision*.

La contradiction d'un présent humilié et d'un avenir vengeur, de l'avalement par les autres et de l'avalement des autres est formellement dépassée dans l'écriture. Celle-ci introduit une distance entre le présent et le passé qui, même proche, se perd dans un temps indistinct. Au contraire, le futur, loin d'énoncer une prophétie, un événement certain mais qu'on ne peut dater, exprime un désir immense dont la réalisation est hautement improbable. Le futur est le temps de la dérision, il est le mouvement du présent, il est un autre présent. Le recours systématique aux procédés littéraires de l'identification («comme», «semblable à») précise le climat psychologique qui colore ces équivalences de temps. L'écriture est ainsi toujours mise en avant d'elle-même, à bout de course, plus loin que sa course, à l'extérieur d'elle-même, dans une course brève et comme expiatoire vers les éléments, c'est-à-dire les mots nouveaux, inventés, historiques, archaïques, calembouriens, des mots de jeu qui font la phrase rompue, le récit syncopé, des mots de rêve comme de grenier, les mots mêmes de l'immense curiosité qui, d'être dite, façonne déjà le monde nouveau qu'espère Bérénice.

(p. 22-23)

Il en sera ainsi des rapports de la fiction avec la réalité sociale. Ils sont, à la fois, étroits et distendus. À l'époque où la sociologie de Goldman connaissait tant d'adeptes au Québec, Michel van Schendel récusait la continuité de la vision littéraire dans le social, comme son prolongement naturel. Il y manquait la médiation de l'analyse des conditions réciproques de production. C'est pourquoi il a tenté de montrer, en 1964, dans le prolongement de son article publié la même année dans la revue **Parti pris** («la Maladie infantile du Québec») que notre littérature romanesque, depuis ses débuts, a vécu une même «espèce de colonialisme» souvent déguisé qui entraîne les mêmes contradictions dans la production littéraire: de servir un autre maître qu'elle-même tout en s'associant à son produit. C'est le même «moralisme» qui interdit le «corps amoureux» et glorifie la dépossession. Cet article «l'Amour dans la littérature canadienne-française» pour la revue **Recherches sociographiques**¹⁴ est un tracé historique du thème de l'amour au-delà de l'anecdote. L'enjeu est de taille: *À la recherche d'une image globale, mais définie de l'existence, qu'elle s'efforce chaque fois de découvrir, d'«inventer» au sens littéral du mot, la littérature a toujours chargé l'amour d'épouser ou au*

contraire de tromper le moment de l'histoire qu'elle avait pour fonction latente de représenter à la conscience. L'amour devient ainsi le point de convergence de l'existence sociale et de la littérature» (p. 153). Son absence dramatique pendant plus d'un siècle de vie littéraire est assumée par le **Torrent** d'Anne Hébert qui, en l'exprimant, l'exorcise. Le roman ne sera jamais plus le même, par la suite, et, sous la pulsion des luttes pour la libération de la conscience politique et sociale, naîtra **Prochain épisode**...

L'analyse institutionnelle

Je ne saurais dire à quel moment Michel van Schendel a entrepris d'examiner les rouages de la machine institutionnelle, mais il en est question dans des articles qui remontent à 1973. Dans son étude des «classes ouvrières faibles», par exemple, pour la revue **Contradictions**¹⁵, il montre que *l'idéologie a un caractère instituant* (p. 57). Elle ne serait donc pas tout à fait un *appareil*, comme l'avait préconisé Althusser, en 1970. À la suite de Gramsci qui associait à l'État un certain nombre d'institutions de la société civile, telles les écoles, les églises ou les corporations, Althusser distinguait deux types d'appareils d'État, l'un *répressif* qui fonctionne à la violence et l'autre idéologique qui fonctionne à l'idéologie¹⁶. Les appareils syndicaux, culturels, juridiques, scolaires, religieux ou familiaux sont, à son avis, des *institutions distinctes et spécialisées* (p. 13), mais *l'idéologie à laquelle ils fonctionnent est toujours en fait unifiée, malgré sa diversité et ses contradictions, sans l'idéologie dominante, qui est celle de la «classe dominante»* (p. 14-15). Les «institutions» de Gramsci sont à entendre dans leur acception traditionnelle de «corporation d'intérêts» et les «appareils idéologiques» d'Althusser en sont une traduction dans une structure d'hégémonie. *Quand Gramsci parlait d'institutions, Althusser, sur le fond d'une distinction symétrique, parle d'appareils* remarque justement Michel van Schendel¹⁸. Pour lui, l'institution est autre chose. Elle n'est pas un appareil, mais elle est manifestée par lui. Il maintient à distance (sémantique) les deux termes pour rendre compte d'une articulation capitale entre les formations sociales, les formations idéologiques et les formations politiques, qu'il avait présentée dans **Socialisme québécois** comme une *difficulté théorique considérable* (p. 173). En 1980, cette difficulté semble trouver une certaine solution par un réaménagement des formations.

Dans son discours d'ouverture du colloque qu'il avait organisé à l'UQAM, en 1980, et dont le titre reflète ses préoccupations: «Discours et histoire», il introduit dans le débat la *formation discursive* et il redistribue les relations tripartites en deux rapports binaires: *Si l'on établit un rapport de place entre formation discursive — ou tout simplement discours — et formation idéologique, il y a lieu de doubler ce rapport d'un autre entre formation discursive et formation politique. Et de le faire par le biais de l'idéologique. Car l'idéologique, en tant qu'il est un système d'éducation du consensus (Gramsci) ou d'interpellation des individus en sujets (Althusser) permet à la classe dominante de se former en classe dirigeante ou de le demeurer* (p. 9). C'est le discours qui pourrait articuler l'idéologique sur le politique en répercutant ses règles sur les «pratiques de contraintes» sociales.

C'est pourquoi la question à laquelle il tentera de répondre est la suivante: *Quelle est la place, ou mieux, quelle est la forme du rapport de place entre le discursif et l'idéologie et, par ce biais, entre le discursif et le politique? Comment établir une distinction entre le règlement de discours et le règlement de coercition?* (p. 11). La réponse sera à la fois simple et complexe: simple parce que la question contient sa réponse — la forme instituée du discours règle les rapports de place et d'énonciation en «positionnant» les sujets — ; complexe parce que son auteur ne se départit pas de son lieu d'intervention, aux frontières des pratiques et des codes. Elle tient en un mot: l'institution, selon une définition tout à fait nouvelle, extrêmement condensée: *l'ensemble des règles stables régissant l'ordonnancement rhétorique et proxémique des positions de discours, telles qu'elles sont tenues par les sujets énonçants dans les diverses occurrences d'énonciation, telles que la négociation de ces règles permet aux énonçants de tenir chaque fois un discours singulier, mais telles aussi, par conséquent, que la diffusion du pouvoir des appareils est ainsi assurée, reproduite, stabilisée et pourtant, chaque fois, mise en péril* (p. 12). La distinction entre institution et appareil, toutefois, mériterait une justification et ce sera l'objet du développement subséquent. Il propose deux types de catégorisation pour repérer cette distinction fondamentale:

*Une première catégorisation prend appui sur l'opposition faite empiriquement par certains historiens des mentalités (P. Ariès), entre **temps court** et **temps long** de l'histoire. Cette opposition ne s'appuie sur aucune élaboration théorique d'ensemble, mais elle me paraît correspondre à une intuition juste des problèmes. À la saisie du temps court, s'ajuste l'histoire des conjonctures socio-économiques et politiques. Sur le temps long tente de s'articuler une histoire de la naissance, de la sexualité, de la mort, des rites. Nous pourrions dire que l'an historicité insistante des fonctionnements idéologiques agit comme un leurre d'autant plus efficace et prégnant qu'elle est manifestée par la partie **formulaire** des discours, par les protocoles et les allégories, par les procédures paraboliques des récits et des légendes, par tout ce qui, précisément, épouse le temps long des rites et se reproduit dans des règles sententielles stables.*

(p. 12-13)

C'est dans cette perspective qu'il faut lire ses travaux sur «Ellipse et valeur» à partir d'une note de Saussure¹⁹, sur l'allégorie et le proverbe dans «Modes idéologiques du discours poétique»²⁰ ou encore son «Analyse d'une «composition»²¹ chez Balzac (*l'agent institutionnel Balzac négocie le temps long contre le temps court à l'intérieur de sa stratégie narrative*). Il appert que l'institution est un dépôt de rites, de règles, de normes, de formules que laisse le temps par les oublis et qui constitue des présupposés et des préconstruits du discours. *Une théorie de l'institution donnée pour distincte d'une théorie de l'appareil n'a de justification qu'à étudier les formes manifestes du temps long: formes manifestes, c'est-à-dire formes rituelles à tout instant réactualisées par la politique des appareils.* (p. 13).

Une deuxième catégorisation s'appuie sur une théorie de la censure. Les analyses historiennes et aussi les analyses marxistes sont rarement poussées sur ce point. Elles ne parviennent à rendre compte que de la pratique des appareils (judiciaires, ecclésiastiques, étatiques) qui, dans certaines conjonctures, recourent à une censure politique ouverte. Censure immédiatement caractérisable, trop immédiatement caractérisable, par les ciseaux ou le bûcher, par l'usage de la suppression, forme violente de la répression; [...] La question posée devient celle de savoir comment travailler le concept psychanalytique de censure pour l'appliquer aux formes discursives stables mais résiduelles sur lesquelles se fonde l'institution — laquelle n'est qu'un effet de discours, et n'est même en ce sens qu'un élément de discours, mais un élément modèle, un élément constitutionnel [...] Comment voir dans l'institution un rapport productif entre le stable et l'occurent, entre la loi et le sujet, entre la règle de discours et l'énonçant, entre une atemporalité formulaire générale et l'intervention historique toujours singulière des intervenants de l'énonciation? (p. 13-14)

En réponse à cette question, il faut relire « Manuels, censure, privilège » cité au début de ce compte rendu et dont la première ébauche remonte à 1973 bien que la dernière rédaction soit de 1976, dans la revue **Brèches**. Son analyse de la « note de service », entre autres, illustre bien ce rapport : la note qui, à distance mais dans la lutte, en marge mais dans le texte qu'elle ne quitte plus, dans une marge qui fait apparaître le texte, travaille, fonctionne et ainsi sert à un service qui n'est plus, ou plutôt requiert de n'être plus, celui du « travail forcé » (p. 16).

Si je devais tenter de faire le point et de saisir le lien théorique où est parvenu Michel van Schendel, au risque de bricoler, je dirais que l'institution, comme régulation tabulaire des positions et des occurrences du discours, compte une instance rhétorique, qui ne parle pas, mais ordonne l'effet-sujet qui, lui, parle et, dans la mouvance des codes, tente de rapporter l'ordre rhétorique « général » prescrit comme général par l'institution, aux conjonctures de l'écriture et du geste (« Analyse d'une composition », p. 196). L'insertion du social dans la sémiotique passe par cette instance qui prend en charge les sujets énonçants avec leur position d'énonciation sans les hypostasier : c'est le discours qui compose un texte, ce n'est pas un sujet parlant individué (*Ibidem*). Celui-ci demeure comme chez Pêcheux et Fuchs²², un effet-sujet tout comme le sujet fantasmatique dont il est question dans une recension de l'ouvrage de Roland Le Huenen et de Paul Perron sur le personnage romanesque chez Balzac²³. C'est dans une note de cette recension précisément qu'il définit sa démarche comme une approche socio-sémiotique de l'institution littéraire (p. 124, note 1). Sa sémiotique, toutefois, est celle de Peirce, depuis 1976 à tout le moins. Dans un raccourci dont il a l'habitude, et qui demande toujours une certaine connaissance de l'arrière-plan, convoqué par allusion, il la formule ainsi :

*Pour apparaître, le fantasme a besoin d'être validé, c'est-à-dire de paraître obstinément [...] autre chose que ce dont il est l'indice. L'idéologique serait le mécanisme de cette validation. Ainsi serait-il l'interprétant (l'une des trois conditions peirciennes du signe) du sujet producteur de fantasmes: d'un sujet qu'il transforme, ou qu'il détermine à se transformer en un sujet assujetti (à un «objet», deuxième condition peircienne) aux représentants institutionnels de ses propres représentations (à un «representamen» première condition). En quoi, il serait impossible de saisir les fonctionnements idéologiques autrement que par et dans la relation d'interprétance: c'est-à-dire, en dernière analyse, par la désignation et dans la délimitation d'une **conjoncture**, celle de l'assujettissement ordonné à la réitération. («Modes idéologiques du discours poétique».)*

p. 156

Une telle socio-sémiotique répond à plusieurs exigences de son discours critique depuis ses débuts, dans le journalisme. Elle conçoit le texte comme une matérialité du langage. Elle fait intervenir l'idéologique pour articuler le discursif et le social en terme d'interprétance, opérant l'intersection de l'institutionnel et du conjoncturel. Elle tient compte du sujet, assujetti en effet-sujet, qui médiatise les appareils. Elle insère le politique dans les pratiques sociales, y compris l'écriture, par l'instance «d'ordonnancement» hégémonique de l'institution dont la rhétorique appareillée transformera les règles en stratégies discursives. Composer un texte, c'est ainsi «composer» avec toutes ces déterminations dont je n'ai pu qu'esquisser les définitions et les articulations. Et encore, je ne suis pas sûr de ne les avoir pas souvent «méconnues». J'accepte à l'avance d'être démenti. Je dois également «composer» avec mes limites.

1. «Langage, poésie et engagement», **Liberté**, vol. 1, no 1, janvier-février 1959, p. 21.
2. «Manuels, censure, privilèges», **Brèches**, Éd. de l'Aurore, 1976.
3. «Langage, poésie et engagement», *op. cit.*, p. 17.
4. **Livres et auteurs canadiens 1965**, Montréal, Éd. Jumonville, 1966, p. 17.
5. «Impérialisme et classe ouvrière au Québec», **Socialisme québécois**, no 21-22, 1971, p. 160.
6. *Ibidem*, p. 156.
7. *Ibidem*, p. 158.
8. Bruxelles, A.S.B.L., no 3, janvier-juin 1973, p. 53-102.
9. Montréal, no 17, 1969, p. 7-27.
10. «Vues sur les tendances de la poésie canadienne-française», **la Poésie et nous**, Montréal, Éd. de l'Hexagone, 1958, p. 10-28.
11. «Le rôle de l'idéologie dans la poésie canadienne-française», **Cahiers du cercle juif de langue française**. Montréal, Éd. du Jour, 1965, p. 115-131.
12. «La part de l'enseignement de la littérature dans l'acquisition d'une culture littéraire». **Liberté**, vol. 10, no 3, mai-juin 1968, p. 57-66.
13. **Ducharme l'inquiétant**, Montréal, Conférences J.A. de Sève, Université de Montréal, 1967, 24 p.

14. Québec, PUL, vol. V, no 1-2, janvier-août 1964, p. 153-165.
15. *Op. cit.*
16. **Oeuvres choisies**, Paris, Éd. sociales, 1953, p. 290-295.
17. «Idéologie et appareils idéologiques d'état», *La Pensée* no 151, juin 1970, p. 14.
18. «Appareils et institution (littéraire)». Discours d'ouverture du colloque **Discours et histoire**, Montréal, 1980.
19. **Dialectiques**, no 8, Paris, 1975.
20. **Les Cahiers de l'ISSH**, no 5, août 1976, p. 149-169.
21. **Le Roman de Balzac**, Montréal, Didier, 1980, p. 195-211.
22. «Mises au point et perspectives à propos de l'analyse automatique du discours». *Langages* 37, p. 7-30. Paris, Larousse, 1975.
23. **Balzac — Sémiotique du personnage romanesque: l'exemple d'Eugénie Grandet**, Montréal-Paris, PUM/Didier, 1980.

Bibliographie¹ de Michel van Schendel

par Roger Chamberland, Université Laval
et Pascale Noizet, Université du Québec à Montréal

I — ŒUVRES

Poèmes de l'Amérique étrangère, Montréal, les Éditions de l'Hexagone, (1958), 46 p. reproduit dans *De l'œil et de l'écoute. Poèmes 1956-1976*, 247 p. (v. p. 19-51).

Variations sur la pierre, Montréal, Éditions de l'Hexagone, (1964), 46 p.

Veiller ne plus veiller; suite pour une grève: poème daté, 17 septembre 1976 — 30 avril 1977, Saint-Lambert, Éditions du Noroît, (1978), 91 p.

De l'œil et de l'écoute: poèmes 1956-1976, Montréal, l'Hexagone, (1980), 247 p.

Autres. Autrement, Montréal, l'Hexagone, (1983), 100 p.

II — CHAPITRES DE VOLUMES

- «Tendances de la poésie canadienne-française», *La Poésie et nous*, Montréal, les Éditions de l'Hexagone, (1958), 93 p.
- «L'Amour dans la littérature canadienne-française», dans (en collaboration), *Littérature et société canadienne-française*, Québec, PUL, (1964), 272 p. (v. p. 153-165).
- «Le Rôle de l'idéologie dans la poésie canadienne-française», *les Juifs et la communauté française*, Montréal, les Éditions du jour, Coll. les Idées du jour, (1965), 136 p. (v. p. 115-131).
- «L'Apprivoisement du vertige ou la recherche des nouvelles traditions. Poésie québécoise 1960-1965», *Livres et auteurs canadiens*, (1965), p. 13-22.
- «Poésie et précision», «Cette poésie qu'on lit si peu...», «Poésie vivante», *Présence de la critique*, Textes choisis par Gilles Marcotte, Ottawa, HMH, (1966), 249 p. (v. p. 195-207).
- «La Maladie infantile du Québec», dans (en collaboration), *les Québécois*, préface de Jacques Berque, Montréal et Paris, Librairie François Maspéro et Revue Parti pris, (1967), 295 p. (v. p. 19-38).

1. Michel Van Schendel a beaucoup écrit, tant en Europe qu'au Québec. La présente bibliographie porte essentiellement sur les textes parus au Québec. Sont exclues pour des raisons d'espace d'autres séries radiophoniques et les séries télévisuelles versées aux archives de la revue.